

de la tâche du Canada, et jouant leur rôle dans une entreprise que le Canada et de nombreuses autres nations estiment devoir mener à bonne fin pour assurer la stabilité et la paix dans le monde; et ils étaient fiers de bien remplir le rôle qu'ils ont à jouer. Le moral élevé de nos militaires en Corée est attribuable dans une grande mesure au succès qui a couronné l'exécution du programme de rotation. Ils savent qu'ils sont là-bas pour une période déterminée et, comme le programme de rotation n'a connu aucune défaillance, ils n'appréhendent aucune défaillance dans le régime. Ils savent ce qui les attend, combien de temps cela durera, et quand ils peuvent s'attendre de rentrer au pays. Lorsqu'ils le font, ils peuvent, s'ils le désirent, se rengager pour une autre période de service. Le fait qu'il existe cette précision, qui n'est pas sur papier seulement, mais qui s'applique effectivement aux conditions de leur service là-bas, a grandement aidé à l'esprit avec lequel ils acceptent les inconvénients. Ce n'est pas tout l'as-

pect agréable qui m'est apparu lorsqu'un de ces bataillons a sonné la retraite et abaissé le drapeau à la chute du jour. Ces hommes savent ce qu'ils ont à faire, ils sont convaincus qu'ils accomplissent une tâche méritoire et qu'ils la font bien . . .

Puis, nous avons visité le porte-avion *Boxer*. On nous a montré ce que c'est qu'un avion de type récent et ce dont il est capable si jamais il devient nécessaire d'agir. Je crois que tous ces hommes sont prêts et qu'ils estiment, tout comme nous, que d'être ainsi prêts peut suffire à prévenir la nécessité de mettre à l'œuvre ces appareils. C'est en croyant peut-être davantage que l'état de préparation et le moral élevé de nos amis partout au monde nous vaudra un tel heureux état de choses que je reviens à mes fonctions à la Chambre pour vous inviter, monsieur l'Orateur, et pour inviter mes collègues non pas à s'endormir dans une béate confiance mais à penser que ce qui s'accomplit présentement vaut la peine d'être fait.

### *La déclaration du 25 mars est reproduite ci-dessous.*

Monsieur l'Orateur, je me trouve en ce moment dans une situation où il me faut réclamer votre indulgence et celle de la Chambre pour quelques minutes afin de parler d'un ou de deux des malheureux résultats de mon voyage autour du monde auquel mon collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) a fait allusion en termes si généraux. Les affaires internationales ont une telle importance que toute imprécision ou ambiguïté à propos de n'importe quel de leurs aspects risque d'entraîner des conséquences très fâcheuses. Il me faut paraître en ce moment devant mes collègues dans l'attitude d'un pécheur repentant qui demande leur indulgence pour sa faute regrettable, en confessant humblement son erreur, sa faute ou sa défaillance et en manifestant un désir sincère d'éclaircir la situation et de dissiper toutes les inquiétudes et toutes les fâcheuses conséquences découlant de l'interprétation de paroles trop vagues qu'il a eu le malheur de prononcer.

Je regrette que des paroles que j'aurais, dit-on, prononcées en Orient au sujet de la Chine aient causé de l'inquiétude et provoqué une controverse au pays. Je ne tenterai pas de dire qu'on m'a cité incorrectement. Je sais que les journalistes qui se trouvaient là-bas faisaient sincèrement de leur mieux pour rapporter avec exactitude et objectivité les nombreuses questions qu'on m'a posées sous diverses formes, parfois presque à la vitesse d'une mitrailleuse, aux conférences de presse ou aux aéroports, quand je descendais d'avion ou quand je me dirigeais vers l'avion pour y monter. Ils ont cherché, j'en suis sûr, à reproduire ce qu'ils ont compris m'avoit entendu dire dans mes réponses et le sens qu'ils ont saisi dans ces réponses. Je dois assumer et j'assume de fait la responsabilité de toute fausse interprétation qu'on pouvait donner à ces réponses en raison de leur imprécision ou de leur ambiguïté.

Cependant, il est une chose à propos de

laquelle je suis parfaitement sûr qu'il y a eu inexactitude. On a rapporté, en un cas, que j'avais dit être sûr qu'il nous faudrait reconnaître le présent Gouvernement de la Chine comme le gouvernement que le peuple de la Chine voulait. Je suis bien persuadé que jamais je n'aurais employé ces mots intentionnellement, parce que je n'ai jamais eu ce sentiment au sujet du Gouvernement actuel de la Chine. Mais j'ai dû en employer de presque semblables, puisqu'un si grand nombre de journalistes les ont publiés comme la version de ce qu'ils avaient entendu et compris, à savoir que j'estimais qu'il nous faudrait nous montrer pratiques et reconnaître le Gouvernement de la Chine comme le gouvernement que le peuple voulait.

Je n'aurais pas dû dire « le gouvernement que le peuple voulait ». Ce que j'avais à l'esprit, c'est que, malgré notre aversion pour toute forme de gouvernement communiste ou totalitaire, nous ne pouvons nous attendre à avoir à traiter avec le genre de gouvernement, représentant les gens de l'autre côté, que nous aimerions qu'ils aient, le genre de gouvernement que nous voudrions qu'ils aient, mais qu'il nous faut traiter avec le gouvernement qu'ils ont de fait, le gouvernement qui a la haute main sur les forces participant aux événements qui causent tant de tension et tant d'anxiété dans le domaine international. C'est ce que je voulais dire. C'est ce que j'aurais dû dire en des termes sur lesquels on n'aurait pu se méprendre ou interpréter autrement, car j'estime qu'une telle déclaration n'aurait suscité que peu ou pas d'inquiétude et que peu ou pas de controverse, dans le pays ou ailleurs.

Je ne donnerai pas lecture à la Chambre des nombreux éditoriaux qui ont été publiés, mais je relève celui qui a paru dans le *Journal* d'Ottawa le 12 mars 1954 parce que, en partie au moins, il me paraît être un miroir assez fidèle du sentiment que ressentait et pouvait